

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50. Tout semestre commencé se paie en entier. On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avance.

Vol. XII.

No. 36.

Prix du numéro 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins. Toute communication doit être affranchie. Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 8 SEPTEMBRE 1881

AVIS IMPORTANT

L'Opinion Publique est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les Etats-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho.-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

AUX LECTEURS DE L'OPINION PUBLIQUE

Fondée en 1869, par trois Canadiens-français, M. G. E. Desbarats, l'hon. J.-A. Mousseau et M. L.-O. David, et destinée à devenir un organe de la grande famille canadienne, L'OPINION PUBLIQUE est passée, en 1874, aux mains de propriétaires anglais. C'était une anomalie que ceux-ci, en hommes intelligents, sentaient tout aussi bien que le public. Avec la meilleure volonté du monde, ils ne pouvaient porter au journal l'intérêt que lui auraient prodigué des propriétaires canadiens et catholiques. Cette anomalie vient de cesser ; la raison sociale : *The Burland Lithographic Company* a vendu L'OPINION à d'anciens amis du journal, et capables, plus que par onne, de lui donner tout le relief désiré.

Les nouveaux propriétaires sont Canadiens-français et entendent faire de L'OPINION une feuille digne de son nom, digne de son passé qui n'est pas sans gloire.

Ne pas avancer, lorsque tout prospère autour de soi, c'est reculer. C'est surtout vrai en ce moment ou un courant de progrès semble emporter tous les journaux de Montréal. La *Minerve* et le *Monde* sont venus plusieurs fois surprendre leurs lecteurs avec d'énormes suppléments. La *Patrie* a presque doublé son format. Deux nouveaux journaux, le *Courrier de Montréal* et la *Tribune* se sont fait une place dans le champ de la publicité. Pourquoi L'OPINION PUBLIQUE ne tenterait-elle pas à son tour de prendre un nouvel essor ? Ne s'est-elle pas acquise par le travail de ses collaborateurs, par l'énergie de ses propriétaires, le droit de cité dans le journalisme canadien ? Ce journal mérite d'autant plus de vivre et de s'agrandir, qu'il est le seul de son espèce dans notre province. Les journaux politiques foisonnent, et il n'est que juste qu'à côté de tous ces feuilles batailleuses prenne place une publication pacifique dont le rôle est de traiter les questions que ne peuvent traiter la plus part de nos confrères du journalisme militant.

En se plaçant en dehors de la politique active, L'OPINION PUBLIQUE se prive sans doute d'un grand élément d'intérêt. Quelle ressource n'offre-t-elle pas, dans un pays comme le nôtre, ou tout le monde à peu près s'occupe de la chose publique, prend part à la lutte et applaudit aux coups qui se portent. Il en est de la politique pour le journal comme de la médisance dans les salons. Combien les causeries seraient languissantes si les bons amis n'avaient pas le prochain à se mettre sous la dent. Et la politique n'est souvent que de la médisance élevée à sa dernière puissance.

N'importe, nous nous passerons de cette grande ressource. Nous ne parlerons de nos hommes publics—le plus souvent meilleurs que leur réputation—que pour en dire du bien, et ici nous ne ferons pas de distinction de couleurs. Nous nous inclinons devant le mérite d'où qu'il vienne, et nous serons heureux de mettre en relief tous ceux qui font honneur à notre pays. Nous n'entreprendrons pas de dire autant de bien que nos confrères politiques en disent de mal ; ce serait un système de compensation par trop difficile à établir !

Mais en dehors de la politique active, il reste un

monde de questions intéressantes à traiter. Devant nous s'ouvre le champ sans bornes de la littérature, de l'histoire, de la science, de l'économie politique. Nous nous ferons un devoir de tenir nos lecteurs au courant de ce qui se passera dans le reste du monde, comme nous nous ferons un devoir d'apporter dans les colonnes du journal cette variété qui exclut l'ennui. Il y aura de tout et pour tous. Nous voulons diriger L'OPINION PUBLIQUE de façon qu'elle puisse trouver sa place au foyer de chaque famille canadienne pour l'intéresser, l'instruire et la récréer. C'est un vaste programme, mais nous ne désespérons pas de le remplir avec l'aide de nos collaborateurs.

A. DECELLES.

P. S.—Quelques journaux annoncent que je suis le principal rédacteur de L'OPINION PUBLIQUE. C'est une erreur que je les prie de corriger ; je ne suis simplement que l'un des collaborateurs du journal. A. D. D.

A TRAVERS LE TIMES

LA FRANCE DES AFFAIRES

Il s'est créé, depuis un an ou deux, dans l'opinion publique, un mouvement qui, bien dirigé, aura des résultats bienfaisants et incalculables. Je n'ai pas à m'enquérir des causes qui ont opéré le rapprochement entre la France et son ancienne colonie. On se rappelle l'enthousiasme créé en 1854 par le commandant Belvéze et son équipage. Il y eut assaut d'éloquence dans le banquet qui leur fut donné dans les salles de l'Institut-Canadien. Là, les Morin et les Papin ont cueilli leurs plus belles palmes oratoires. Il est resté vivace, le souvenir de cette expédition pacifique de Belvéze, et des joies et des démonstrations qu'elle occasionna. Le livre de Rameau, trop oublié, ici comme en France, suivit de près. Il est très beau, ce livre. On ne le relit pas encore sans émotion. Il était fait pour remuer les cœurs et nous gagner de fortes sympathies. A-t-il eu cet effet ? Non ; en France, l'esprit public était ailleurs que dans les anciennes colonies. Ici ? Il faut être juste : on a jeté sur la tête de M. Rameau une pluie d'éloges. Quant à lui pratiquement montrer de la reconnaissance, nous nous sommes tenus à la hauteur des peuples les plus avancés. Chaque fois que nous aurions pu confier—et l'occasion s'en est souvent présentée—à M. Rameau une mission à Paris, mission qu'il eût remplie très utilement pour nous et pour lui, nous nous sommes religieusement abstenus de le faire. Il y a une tribu indienne, dont le nom m'échappe en ce moment, qui ignore complètement la reconnaissance ; elle en a si peu le sentiment que son vocabulaire n'en contient pas le nom. J'espère que M. Rameau ne nous comparera pas à cette tribu. Nous avons sur elle la supériorité de la connaissance du mot.

Un autre livre avait aussi paru dans le temps ; quoique moins complet et moins bon, il eût presque le même sort : l'oubli. Mais dans son "*Canada Reconnu*," M. Guillaume Barthe, plus pratique, demandait le rapprochement par les affaires.

Notre littérature, les lettres canadiennes, comme on dit pompeusement entre "gens d'lettres," ont-elles contribué au rapprochement ? Les écrits et les relations sociales de l'hon. M. Fabre à Paris ; les lettres de M. Paul de Cezes dans le *Monde* de Paris y ont-elles contribué d'avantage ? Et les relations de voyage de M. de Molinari ?

Tout y a plus ou moins concouru : partie sentimentale, historique, littéraire, mais à degré faible. La vraie cause a été les affaires. La sentimentalité internationale a fait son temps. M. de Molinari a sonné la vraie note. Vous êtes, nous a-t-il dit en substance, dans une position d'infériorité vis-à-vis les Anglais parce que ces messieurs ont eu de l'Angleterre des millions de louis sterling et que la France n'a pas été en position de vous procurer le même avantage. Maintenant, nous pouvons vous aider. C'est la vraie situation. La France regorge de millions ; elle cherche les bons placements et elle est sûre que nous offrons les meilleurs garanties. Et nous, nous avons grand besoin d'argent. De la

l'emprunt du gouvernement de Québec sur la place de Paris ; de la rétablissement du *Crédit Foncier Franco-Canadien*, de la fondation de l'*Union sucrière Franco-Canadienne*, incorporée par un acte du Parlement de Québec à sa dernière session et qui élève en ce moment à Berthier sa première usine. De là, enfin, tant d'autres établissements déjà commencés ou en perspective, telle que l'exploitation de nos phosphates, de nos minerais, la création d'une ligne de steamers entre le Havre et Québec, d'une assurance financière, d'une banque Franco-Canadienne, etc., etc., toutes destinées à faire couler ici l'or du Pactole français.

A nous de nous montrer dignes de ce bonheur inattendu. Soyons hommes d'affaires ; ne manifestons ni enthousiasme ni trop de zèle. Raisonnons comme cet Anglais distingué qui nous disait tout récemment : "Je suis enchanté de cette invasion des capitaux français en Canada ; les capitalistes anglais nous prêtent ront désormais à meilleure composition, ou nous irons sur le marché de Paris."

C'est cela. Du reste, le bon exemple, l'enseignement utile nous vient de l'autre côté. Le *Crédit Foncier Franco-Canadien* s'est fait incorporer à Ontario et il vient d'établir un bureau considérable à Toronto, où il a commencé ses opérations et où il fera probablement plus d'affaires que dans la province de Québec.

Il en sera de même pour l'*Union sucrière*. Si la manufacture de Berthier peut fonctionner avec succès—et il n'y a pas de doute pour le succès, sinon cette année, du moins l'an prochain ou dans deux ans—elle étendra ses opérations à Ontario et dans le Nouveau-Brunswick. En un mot, les capitaux français chercheront de l'emploi, du placement non-seulement à Québec, mais dans toutes les parties de la Puissance. Nous aurons peut-être, nous aurons probablement la préférence, du moins dans le début, si nous savons offrir les garanties nécessaires, inspirer la confiance voulue aux capitalistes français. C'est chez nous qu'ils ont commencé à opérer. C'était tout naturel. Mais n'oublions pas que le capital est cosmopolite, qu'il n'a pas de nationalité, et que ce qu'il recherche surtout, c'est la sécurité dans le placement, la fidélité dans le rendement, le service ponctuel des intérêts. Là est la condition essentielle, capitale. Nos compatriotes de l'ancienne métropole ont fait les premiers pas, les premières avances, les premiers déboursés : il faut maintenant nous en montrer dignes. Nous sommes sûrs que les Canadiens Français seront à la hauteur de ce nouveau devoir, si, surtout, comme nous en avons la conviction, on se place sur le terrain des affaires et non sur le sable mouvant de la sentimentalité.

Demandons-nous maintenant : qu'est-ce que la France peut faire pour nous ? Que pouvons-nous faire pour elle—toujours en affaires ?

I

Qu'est-ce que la France peut faire pour nous ? Enormément. La richesse de la France est tout simplement prodigieuse. "On peut dire que, dans ce siècle "si fécond en grands événements, peu de faits ont produit en Europe une impression aussi profonde que "la rapidité surprenante avec laquelle la France a "payé la colossale rançon qui lui avait été imposée et "a rétabli ses finances et son crédit. Les uns ont fait "honneur de ce résultat à l'habileté des combinaisons "adoptées par notre gouvernement ; les autres, avec "justice, en ont rapporté une grande part aux habi- "tudes laborieuses et aux mœurs économes de notre "population : tous ont conçu et conservé la plus haute "idée de la richesse de notre sol et de l'abondance de "nos ressources."

Ainsi parlait un publiciste distingué dans la *Revue des deux Mondes* du 1er août dernier.

Le correspondant parisien du *Times* de Londres partage aussi cet avis. Je prends au hasard quelques chiffres dans sa très remarquable lettre du 6 juin dernier. Lui aussi, il constate l'accroissement énorme de la richesse publique en France. Ainsi, les rentes françaises, émises après la guerre à 82 francs sont maintenant à 120 francs. Les actions de chemins de fer montrent encore une plus grande augmentation. Il y a un an, les actions du chemin de fer du nord français